



Bulletin d'information PCF Fécamp

Au Sommaire

Page 2 :

Subventions aux associations, ça s'en va et ça revient !

Page 3:

La CNL arrive à Fécamp ! Réunion publique le 17 Avril !

Page 4 :

Déménagement sous tension pour le Secours Populaire de Fécamp !

Page 5 :

La face cachée de l'Hôpital de Fécamp !

Page 6 :

Le mépris du rectorat, à l'image du gouvernement !

Page 7,8 :

Reprenons la main en France et en Europe !

Envoyez un E-mail à pcf@pcf-fecamp.fr avec vos questions et suggestions.

Consultez les anciens numéros sur le web à <http://www.pcf-fecamp.fr>



NEWS

C'EST REPARTI POUR UN TOUR DE CASSE SOCIALE !

Après les retraités, après les immigrés, [le gouvernement Attal s'en prend maintenant aux chômeurs](#) ! Ce sont toujours les mêmes arguments pompeux pour justifier une réforme de l'assurance chômage inutile et destructrice. Ce sont des économies, encore des économies, toujours des économies, demandées par le gouvernement.

Des économies qui entraînent une casse généralisée de la fonction publique, à commencer par l'hôpital et l'éducation nationale. Après la fermeture de la clinique, c'est l'hôpital de Fécamp qui est maintenant en déliquescence complète. La fermeture du service de médecine polyvalente pour une durée indéterminée et [les fermetures récurrentes des urgences](#) sont graves et mettent en danger la santé des usagers. Lorsque les informations sortent, la seule réponse du directeur de l'hôpital ce sont des menaces.

La situation de l'éducation nationale est à l'image de l'ex-ministre Amélie Oudéa-Castéra, qui inscrit ses enfants dans le très réactionnaire établissement privé Stanislas, qui n'a [aucun complexe à détourner les règles à son avantage](#). Comme pour l'hôpital avec les lits, le gouvernement, via les rectorats, supprime des centaines de postes, ferment des classes, voir des écoles, sous couvert de baisse démographique. Fécamp n'échappe pas à la règle, avec [un poste de Conseiller principal d'éducation en moins au Lycée Descartes à la rentrée 2024](#). Aucune concertation constructive avec les équipes éducatives et de vie scolaire, juste une politique du chiffre, purement comptable et sans complexe. Le pire c'est que le rectorat assume, même lorsque les forces de tout bord politique sont

vent debout ! A minima le rectorat daigne promettre, peut-être, un CPE stagiaire, à mi-temps. La bonne blague ! Et en 2025 ce sera bis repetita !

Et pendant ce temps-là, dans la belle France de Gabriel Attal, les associations qui proposent de l'aide alimentaire alertent sur *l'augmentation du nombre de bénéficiaires et sur la baisse des subventions. Petit point positif dans cet océan de précarité sociale, la hausse des dons dans certains départements. Attal n'enlèvera pas ça aux personnes qui n'ont rien : la solidarité ! Les associations regrettent aussi que certains supermarchés préfèrent mettre des bacs avec des prix réduits en tête de gondole quand les dates de consommation approchent, plutôt que de [les donner pour l'aide alimentaire d'urgence](#).*

Les Français ne cessent de voir les factures d'énergie augmenter. Le mal logement est partout. A Paris, [il faut attendre 11 ans pour un logement social](#) ! Fécamp, de son côté, a perdu presque 1 300 habitants en 60 ans. C'est une population vieillissante, avec des besoins spécifiques. Malgré la construction de presque 300 nouveaux logements, notamment sociaux, [les fécampois ne trouvent pas à se loger](#). Si l'offre est inférieure à la demande, que la conjoncture est mauvaise, ne faut-il pas aussi pointer du doigt le prix exorbitant des loyers et les [offres locatives entre particuliers](#), qui concernent 978 logements en 2022 dans l'Agglomération de Fécamp (520 juste à Fécamp).

SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS : « ÇA S'EN VA ET ÇA REVIENT » ...

ou l'envers du décor : quand les promesses politiques se heurtent à la réalité associative.

Dans notre ville, les discours des élus de la majorité résonnent souvent comme une ritournelle bien rodée : "La ville de Fécamp soutient ses associations." Une déclaration qui, sous les projecteurs des assemblées générales associatives, semble être le mantra des édiles, fièrement assis, attendant patiemment leur moment de gloire médiatique. Mais derrière ces paroles



enjouées se cache une réalité bien plus cynique, comme l'a récemment découvert l'association "Fécamp tout un poème".

Le 18 mars dernier, le président de cette association a eu la désagréable surprise de recevoir un courrier lui annonçant que sa demande de subvention pour l'année 2024 avait été rejetée.

Une décision confirmée sans ambages par le Maire lors du Conseil Municipal, ce même jour. Pourquoi cette préférence pour des événements à la renommée médiatique nationale voire internationale, s'interroge-t-on, au détriment de structures associatives locales telles que "Fécamp tout un poème" ?

[Le président de l'association exprime légitimement son désarroi dans la presse locale](#), remettant en question l'engagement réel de la ville envers les initiatives

culturelles locales. L'article fait rapidement écho auprès des citoyens, qui expriment leur soutien à l'association et leur indignation face à cette injustice flagrante.

Face à cette vague de mécontentement et aux réactions virales sur les réseaux sociaux, les élus de la majorité se retrouvent contraints de rectifier le tir. [Le premier adjoint, maître en récupération d'image, convoque rapidement le président](#) de l'association pour lui annoncer qu'une subvention sera finalement octroyée. Une concession certes, mais calculée pour apaiser les esprits agités.

Cet épisode soulève une question essentielle : que serait-il advenu de la subvention à "Fécamp tout un poème" si le président n'avait pas porté l'affaire à la connaissance du public via la presse ? Cette volte-face des élus révèle-t-elle une crainte panique des retombées médiatiques, au point de sacrifier leurs principes et leurs engagements initiaux ?

À Fécamp, comme dans de nombreuses autres villes, les associations restent le pouls de la vie culturelle et sociale locale. Il est impératif que les promesses politiques ne se réduisent pas à de simples effets de communication, mais se concrétisent par un soutien réel et durable aux initiatives associatives. Les citoyens veillent au grain, et leur voix ne saurait être étouffée par les artifices de la politique politicienne.



LE ROUGE GORGE

NEWS

2024 L'HUMAIN D'ABORD!

RÉUNION PUBLIQUE

La Confédération Nationale du Logement (CNL) vous invite à une réunion publique le 17 avril à 17h30 pour discuter et défendre ensemble vos droits en tant que locataires, à la Maison de Quartier du Ramponneau rue Traversière, 76400 Fécamp



Ne pas jeter sur la voirie publique

J'adhère au PCF Fécamp
Parce qu'ENSEMBLE on peut tout changer



Partager
" JE SUIS COMMUNISTE ET ÇA FAIT DU BIEN !



DÉMÉNAGEMENT SOUS TENSION POUR LE SECOURS POPULAIRE

Le comité local du Secours populaire de Fécamp, situé rue d'Alsace, dans l'ancienne école Alphonse Allais, a été invité à quitter les locaux pour s'installer dans les sous-sols de la Tour Bourbonnais. La mairie projette, depuis plusieurs années, de centraliser le centre de loisir, la bibliothèque et la ludothèque du Ramponneau sur le site de l'ancienne école.

Des informations dont nous disposons, un délai avait été fixé au 2 avril pour l'évacuation de l'école Alphonse Allais. Délai impossible à tenir, alors même que les nouveaux locaux étaient encore en travaux.

"Situé rue de l'Aumône et espace Henri Dunant, le Secours Populaire avait dû quitter leurs locaux pour ceux de l'école Alphonse Allais. L'association savait que ce serait temporaire. Un temporaire qui dure depuis 5 ans déjà!"



Chaque semaine, les bénévoles du Secours Populaire accueillent 180 familles. Il faut de la place pour stocker la nourriture, les vêtements ou les jouets destinés aux enfants. L'inquiétude du Secours Populaire est réelle, car c'est le flou artistique sur certains points.

Ce n'est pas le bien-fondé du projet qui est en cause par le Secours Populaire. L'association regrette l'attitude la mairie. Les relations étaient tendues avant l'intervention de la Confédération nationale du logement (CNL). L'absence d'analyse sérieuse des besoins, notamment concernant le stockage, pose question.

Nous savons que les promesses n'engagent que ceux qui les font... et la bonne volonté affichée de la ville sur ce dossier n'empêche pas de nous poser des questions sur l'avenir du Secours Populaire.

Si l'association concède que les nouveaux locaux ne paraissent pas plus petits que les locaux ac-

tuels, ils sont inadaptés aux besoins. Il est presque impossible de pouvoir faire rentrer des palettes, ce qui va nécessiter de la manutention pour décharger les palettes depuis l'extérieur. Du temps et de l'énergie dont ils ont besoin ailleurs !

Ajoutons à cela que l'aménagement intérieur, avec de gros piliers de soutènement, rend difficile l'organisation de l'espace.

Ce qui interroge le président de la CNL Fécamp, Pascal Fiquet, c'est la mise à disposition de locaux qui appartiennent au bailleur social 3F Normandie. Le bailleur confirme qu'un accord a été trouvé avec la mairie pour mettre à disposition les locaux à titre gracieux, mais il n'était pas informé que l'occupant serait le Secours populaire.

Le point qui interroge le plus ce sont les termes de l'accord concernant l'occupation des locaux. Les conditions sont inconnues à ce jour. Il est légitime de se poser la question sur le plan juridique.

Une mise à disposition de 3 ans, comme pour certaines associations ? Et après les 3 ans ? Sachant que quelques associations signent une convention annuelle avec les maisons de quartier, gérées par le CCAS ! Sachant que plusieurs associations partagent des locaux !

Cette absence de règles et de critères, comme souvent avec la mairie, encourage plutôt la méfiance...

La mairie étant bénéficiaire de l'accord, que se passera-t-il demain si elle décide de mettre une autre association dans les locaux ?

Et quelle garantie du bailleur sur l'occupation pérenne des locaux, s'il souhaite, pour x ou y raison, récupérer ses locaux ?

Beaucoup de questions en suspens et un flou juridique qui interroge la CNL, qui souhaiterait la mise en place d'un accord tripartite, qui fasse clairement apparaître le Secours Populaire, ce qui permettrait de les tranquilliser.

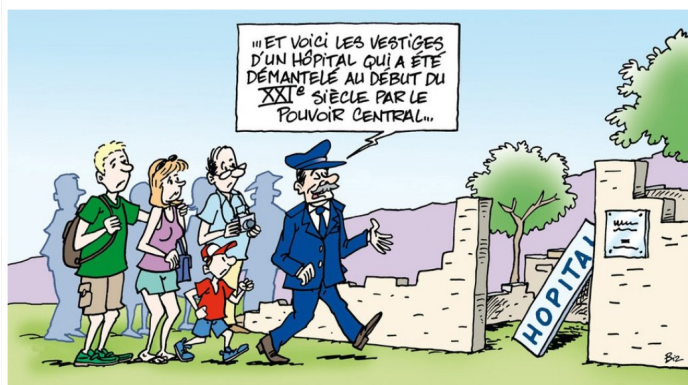
Le Secours Populaire français actuel est créé en 1945, héritier des mouvements populaires des années 1920 et 1930, dont il a, au long des décennies, conservé les valeurs tout en évoluant considérablement vers une association généraliste de la solidarité. Les pères de ce mouvement internationaliste, ce sont des **intellectuels** de renom comme Henri Barbusse, Romain Rolland ou Francis Jourdain. Les valeurs défendues par le Secours Populaire sont fondamentales, dans une période de grande précarité à Fécamp et de montée de l'extrême-droite.

Il est primordial que l'antenne locale de Fécamp puisse venir sereinement en aide aux familles fécampaises les plus démunies, dans des locaux pérennes, sans devoir sans cesse se demander quand sera le prochain déménagement.

FERMETURE DU SERVICE DE MÉDECINE POLYVALENTE : LA FACE CACHÉE DE L'HÔPITAL DE FÉCAMP

Le 6 avril dernier, l'association "Un médecin pour chacun" a été alertée par des agents du Centre Hospitalier de Fécamp de la fermeture du service de médecine polyvalente pour une durée indéterminée, en raison du manque criant de médecins.

Cette nouvelle vient s'ajouter aux fermetures récurrentes des Urgences, suscitant une inquiétude croissante parmi les usagers et le personnel hospitalier quant à l'avenir de l'établissement.



Dans une tentative peut-être de maintenir une illusion de normalité, aucune communication officielle n'a été émise par la Direction de l'hôpital, si ce n'est une note interne destinée aux agents pour les informer de la situation de fermeture. Cette note a été portée à l'attention de l'association "Un Médecin pour chacun", fidèle à sa mission de défendre l'accès aux soins pour tous les citoyens du territoire.

Rapidement, [l'association a diffusé cette information](#), non seulement pour informer la population, mais également pour interpeller les élus de la majorité, semble-t-il souvent déconnectés de la réalité locale. Cette révélation a déclenché une réaction en chaîne, mettant à jour une gestion de crise opaque et autoritaire.

Face à cette divulgation inattendue, la Direction de l'hôpital a réagi en adressant immédiatement un rappel à l'ordre à l'ensemble du personnel, leur interdisant de communiquer sur les événements internes sous peine de sanctions sévères. Une mesure perçue par les agents comme une menace directe, témoignant d'une volonté de la direction de museler toute forme de dialogue social.

Cependant, la Direction semble ignorer que [les agents, en tant que témoins privilégiés de situations préjudiciables à l'intérêt général, sont couverts par la loi en tant](#)

[que lanceurs d'alerte](#). Une réalité que l'association "Un médecin pour chacun" ne manque pas de relayer suite à [la publication d'un syndicat hospitalier](#), dénonçant ainsi la maltraitance institutionnelle subie par le personnel hospitalier.

Cette situation se déroule sous les yeux de la présidente du conseil de surveillance de l'hôpital, également adjointe macroniste, qui semble préférer fermer les yeux sur la réalité plutôt que de faire face aux problèmes. Cette attitude soulève des questions quant à la responsabilité et à l'engagement des élus locaux envers la santé et le bien-être des citoyens.

En révélant ces dysfonctionnements, l'association "Un médecin pour chacun" met en lumière une réalité souvent occultée : celle d'un système de santé fragilisé et d'un dialogue social rompu au sein de l'établissement hospitalier de Fécamp.

Il est temps que les autorités locales prennent conscience de l'urgence de la situation et agissent en conséquence pour garantir des soins de qualité pour tous et une meilleure considération de tous les agents et soignants du centre hospitalier qui oeuvrent jour et nuit dans des conditions plus que dégradées pour notre santé.



LE ROUGE GORGE

2024 L'HUMAIN D'ABORD !

Supprimer des postes et des classes, c'est la spécialité du gouvernement !

[La nouvelle carte scolaire est inquiétante](#). A la rentrée 2024, les écoles primaires de Seine-Maritime accueillent 1 500 élèves de moins qu'en 2023, [soit un total de 105 211 enfants dans 952 écoles](#). La responsable de l'Académie explique, satisfaite, que le nombre de professeurs pour 100 élèves atteindra 6,02 contre 5,95 un an plus tôt. Faut-il en rire ou en pleurer ? Moins d'élèves, cela est-il suffisant pour justifier des suppressions de postes et des fermetures de classe ? Bien sûr que non !

La rentrée 2024, ce seront aussi environ 30 suppressions de classe en Seine-Maritime, des regroupements pédagogique, [dont une suppression de classe à l'école Simon Veil de Fécamp](#).

C'est sans compter sur la récente volonté du gouvernement de réinstaurer des groupes de niveaux au collège, qui est un nouveau retour en arrière. Les quartiers populaires « sont souvent des endroits où existait déjà une mobilisation contre le manque de moyens dans l'éducation, et les gens ont vite compris que ce qui va se passer, c'est un tri social des élèves. On peut dire que la mise en œuvre de cet ensemble de mesures conduirait à un retour à la situation qui prévalait entre 1959 et 1975, c'est-à-dire jusqu'à la réforme Haby créant le collège unique », [explique le chercheur Stéphane Bonnéry](#).

En Normandie, c'est le 18 janvier 2024 lors du Conseil social académique que la rectrice, Christine Gavini-Chevet, bonne petite soldate aux ordres du gouvernement Attal, annonçait la suppression de 110 postes dans le primaire, de 93 postes dans le secondaire, ainsi que de 3 postes de CPE, 6 postes d'administratifs et 1 poste de personnel de direction. [Une annonce qui avait été aussitôt dénoncée par les syndicats \(SNES-FSU et UNSA\) et par les fédérations de parents d'élèves](#).

Le 12 mars, les personnels des lycées Maupassant et Descartes apprennent par les syndicats que la suppression d'un poste de conseiller principal d'éducation (CPE) au lycée Descartes est officialisé. Le mot d'ordre du rectorat aux syndicats : surtout garder l'information confidentielle. C'est raté !

[Une pétition](#) a recueillie près de 1 500 signatures. Malgré plusieurs courriers de contestation, envoyés par la sénatrice Céline Brulin, la députée Marie-Agnès Pous-

sier-Winsback, la ville de Fécamp, des manifestations devant le lycée et un blocage de l'établissement par les élèves, le rectorat le martèle : [le poste de CPE sera bien supprimé à la rentrée !](#)

Un mépris assumé, qui en dit long sur l'esprit du gouvernement, pour qui l'Education Nationale est juste une variable d'ajustement budgétaire, comme pour le reste de la fonction publique. Les élèves, les parents, les personnels, c'est secondaire !



C'est la qualité des missions transversales des CPE, communes aux deux lycées, qui vont être impactées. [Un poste en moins, c'est moins de temps pour lutter contre le décrochage scolaire, le harcèlement, ou encore le suivi des élèves en situation de handicap, qui sont 25 %](#). Les personnels, les élèves et parents d'élève de la cité scolaire Descartes-Maupassant sont déterminés à se battre encore. La colère grandissante est à l'image du mépris du rectorat.

Tout ça pourquoi ? Mettre en œuvre une politique de réduction budgétaire qui n'a aucun sens, alors que la France n'a jamais été aussi riche, et que l'argent s'en va gentiment, facilement, dans les poches d'une minorité d'ultras-riches.

Après avoir annoncé une augmentation du budget de l'Éducation nationale Attal prévoit finalement des coupes budgétaires colossales pour le budget 2024. Le décret annulant 10 milliards de dépenses prévoit une véritable saignée dans l'Éducation Nationale avec 692 millions d'euros à rendre. [Cela représente une baisse de 2 620 postes d'enseignants dans le 1er degré public, de 1 740 dans le second degré et de plus de 4 500 postes d'AED et AESH](#). Mais c'est un gouvernement au service de l'intérêt général, n'en doutons pas !

ÉLECTIONS EUROPÉENNES 9 JUIN 2024

REPRENONS LA MAIN

EN FRANCE
ET EN EUROPE



**LÉON DEFFONTAINES
AVEC FABIEN ROUSSEL**

 **PCF**
PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

 **GAUCHE
RÉPUBLICAINE
& SOCIALISTE**

Gauche Unie
POUR LE MONDE DU TRAVAIL

l'Engagement **LES RADICAUX
DE GAUCHE**

VOUS AUSSI VOUS TROUVEZ QUE...



L'Europe libérale et l'austérité qui cassent nos services publics, notre industrie et notre agriculture **ça suffit.** La France doit retrouver sa souveraineté. Il faut refuser tout élargissement de l'UE.



Il faut **produire en France en relocalisant notre industrie,** et lancer de grands travaux utiles pour le climat et nos emplois.

Le mix énergétique nucléaire-renouvelable est une bonne chose car il offre l'électricité la moins chère d'Europe et la plus décarbonée. Pour le protéger, il nous faut sortir du marché européen de l'énergie.



L'escalade meurtrière en Ukraine et à Gaza est une folie.
La France et l'Europe doivent porter la voix de la paix.



Vous vous retrouvez dans le rassemblement de la gauche qui se bat pour une Europe des peuples et une République laïque et universaliste.

**ALORS, LE 9 JUIN, VOTEZ POUR
LA GAUCHE UNIE POUR LE MONDE DU TRAVAIL**
conduite par **LÉON DEFFONTAINES** et soutenue par **FABIEN ROUSSEL**



Liste de la **Gauche Unie pour le monde du travail** rassemblant le **Parti communiste français** · **La Gauche Républicaine et Socialiste** · **L'Engagement**, parti fondé par Arnaud Montebourg · **Les Radicaux de Gauche**

RETROUVEZ
notre programme
PARTICIPEZ
à la campagne

<https://www.deffontaines2024.fr>

